

CONTENU

Politique commerciale américaine

La ratification des accords de libre-échange au cœur des tensions sur la politique commerciale	1
Le projet de loi sur la manipulation des taux de change refait surface au Congrès.....	3

Commerce international

Le Brésil, coincé entre les États-Unis et la Chine ?.....	4
---	---

Études économiques et articles connexes	6
---	---

Politique commerciale américaine

La ratification des accords de libre-échange au cœur des tensions sur la politique commerciale

Les républicains ont pris le contrôle de la Chambre des représentants et ils entendent profiter de l'occasion pour accélérer à tout prix le passage des accords de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud, la Colombie et Panama. C'est ce qui ressort de l'audience sur la politique commerciale américaine tenue par le Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants qui avait convoqué, le mercredi 9 février dernier, Ron Kirk, le représentant américain pour le Commerce (USTR), pour la première fois depuis son entrée en poste il y a plus de deux ans. M. Kirk a réitéré l'engagement de l'Administration Obama à présenter au Congrès le texte de l'ALE avec la Corée du Sud dans les prochaines semaines. Il a par ailleurs annoncé qu'il avait reçu comme directive du président Obama d'intensifier immédiatement les pourparlers avec la Colombie et Panama afin de résoudre les derniers contentieux qui entravent toujours les procédures de ratification.



Ron Kirk

« Nous devons toujours résoudre de sérieux contentieux avant que les accords avec la Colombie et Panama puissent être présentés au Congrès. Toute forme de calendrier pour l'avancement des procédures dépend de la résolution de ces différends. »

– Ron Kirk, communiqué de presse, 11 février 2011.

Les dissensions partisans étaient particulièrement tranchées au sein du comité lors de l'audience. Les représentants démocrates sont moins impatients que leurs homologues républicains de voir ces ALE entérinés et font pression sur l'Administration pour que les clauses sociales et la régulation financière minimale stipulée dans les ALE avec la Colombie et Panama soient bonifiées. Pour leur part, les représentants républicains accusent l'Administration de se plier aux arguments des détracteurs des ALE en question et de ne pas faire tout en son possible afin d'améliorer l'accès aux marchés étrangers pour les entreprises américaines.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 6, 15 février 2011

Le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, a répondu de façon nuancée aux pressions des deux camps. D'une part, il s'est engagé à accélérer les négociations avec la Colombie et Panama, sans toutefois se compromettre sur un agenda spécifique. D'autre part, il a rappelé que les accords soulèvent toujours autant d'inquiétude. De nombreux représentants démocrates, syndicats et groupes de pression de la société civile américaine s'opposent à l'ALE avec la Colombie à cause de l'historique de violation des normes du travail dans ce pays, et ce, malgré la diminution récente des violences. L'Administration cherche aussi à obtenir de meilleures garanties sur l'application des normes du travail de la part de Panama. De plus, les normes bancaires et fiscales extrêmement laxistes en font une destination de choix pour l'évasion fiscale. La signature de l'Accord sur l'échange d'informations fiscales (*Tax Information Exchange Agreement*), en novembre 2010, et le resserrement des lois bancaires panaméennes, prévu en avril 2011, devraient cependant faciliter la ratification de l'accord.¹

« L'incapacité de l'Administration à définir un plan d'action et un agenda concrets afin de trouver une solution aux différends qui entravent le passage des accords de libre-échange avec la Colombie et Panama sont les principaux obstacles à l'avancement de notre agenda commercial. »

– Dave Camp (R-MI), Communiqué de presse, 11 février 2011.



Président du comité
sur les Voies et
Moyens, Dave Camp

Les républicains n'ont apparemment pas été convaincus par Ron Kirk que l'Administration Obama accélérerait les procédures de négociations. La majorité républicaine à la Chambre des représentants, qui en contrôle les différentes commissions, a choisi d'y faire de l'obstruction sur les questions commerciales afin de contraindre l'Administration à définir un agenda pour l'adoption des ALE. Suite à l'audience sur la politique commerciale du 9 février, le président de la Comité des voies et moyens, Dave Camp (R-MI), a demandé à ce que les trois ALE en attente de ratification soient déposés au Congrès avant le 1^{er} juillet 2011. Le vendredi 11 février, les représentants républicains ont refusé de renouveler l'accord préférentiel avec les pays andins (ATPDEA) et le programme d'aide à l'ajustement commercial (TAA), qui arrivaient à échéance le lendemain.² Le représentant républicain Kevin Brady (R-TX), président de la sous-commission sur le Commerce du Comité des voies et moyens, a annoncé qu'il entraverait les procédures de normalisation commerciale avec la Russie dans le cadre de son accession à l'OMC. Les principaux lobbies d'entreprises américaines appuient sans réserve la position républicaine.

Un bras de fer se dessine sur les questions commerciales entre républicains et démocrates. Pourtant, la politique commerciale semblait être un des rares points d'entente durant la 112^e session du Congrès. L'Administration Obama, qui souhaite doubler la valeur des exportations entre 2010 et 2014, a fait de l'ouverture des marchés une priorité. Elle devra obtenir rapidement des concessions importantes des gouvernements colombien et panaméen, ce qu'elle peine à faire

¹ Pour plus de détail sur l'évolution des négociations entre les États-Unis et Panama, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 3, no 32, du 30 novembre 2010. En ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvo3no32_30-11-10.pdf

² Pour plus de détails sur le bras de fer entre démocrates et républicains au sujet du renouvellement des accords tarifaires préférentiels et d'aide à l'ajustement commercial, consulter la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 4, du 1^{er} février 2011. En ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/CCAvo4no4_01-02-11.pdf



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 6, 15 février 2011

depuis deux ans, si elle ne souhaite pas voir son agenda commercial bloqué à la Chambre des représentants.

Pour visionner l'audience sur la politique commerciale américaine tenue par la Comité des voies et moyens le 9 février 2011, voir : C-Span <http://www.c-span.org/Events/House-Ways-and-Means-Cmte-Hearing-on-US-Trade-Policy-Issues/10737419488-1/>

Pour consulter les déclarations des parties lors de l'audience, voir : Ways and Means <http://waysandmeans.house.gov/Calendar/EventSingle.aspx?EventID=223454>

Pour consulter le communiqué de presse du USTR, Ron Kirk, suite à l'audience de la Comité des voies et moyens le 9 février 2011, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/february/us-trade-representative-announces-2011-plans-key>

Pour consulter la déclaration de Dave Camp expliquant l'obstruction républicaine à la politique commerciale de l'Administration Obama, voir : Ways and Means <http://waysandmeans.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=224751>

Pour consulter la déclaration de la U.S. Chamber of Commerce en réaction à l'audience de la Comité des voies et moyens le 9 février 2011, voir : <http://www.uschamber.com/press/releases/2011/february/us-chamber-now-time-act-all-three-trade-agreements>

Pour consulter la déclaration du National Foreign Trade Council, voir :

<http://www.nftc.org/newsflash/newsflash.asp?Mode=View&id=236&articleid=3209&category=All>

Sources : Doug Palmer, « Republicans Push for Colombia, Panama Trade Deals », 9 février 2011, en ligne : Reuters

<http://www.reuters.com/article/2011/02/09/us-usa-trade-idUSTRE7180P220110209> ; Doug Palmer, « Republican

Blames Obama for Trade Programs Lapse », 11 février 2011, en ligne : Reuters

<http://www.reuters.com/article/2011/02/12/us-usa-trade-congress-idUSTRE71A6V920110212> ; Sewell Chan, « Obama

Plans to Step Up Talks on Free Trade Pacts », *New York Times*, 9 février 2011, en ligne : NYT

<http://www.nytimes.com/2011/02/10/business/10trade.html> ; « Kirk Announces Push to Resolve Outstanding Panama, Colombia Issues », *Inside US Trade*, vol. 29, no 6, 11 février 2011

Le projet de loi sur la manipulation des taux de change refait surface au Congrès

Pourtant mort au feuillet en décembre dernier, le controversé projet de loi sur la réforme des changes pour favoriser le commerce loyal (*Currency Reform for Fair Trade Act of 2011*) a été réintroduit en Chambre le 10 février dernier par le leader de la minorité démocrate (*ranking minority member*) au Comité des voies et moyens, Sander Levin (D-MI). Ce doyen du parti démocrate réagissait ainsi au rapport semestriel sur les taux de change du département du Trésor, déposé le 4 février dernier, et qui a à nouveau évité de définir la Chine comme manipulateur de devise, ce qui aurait contraint l'Administration à introduire des mesures compensatoires contre son premier partenaire commercial. Le projet de loi doit permettre aux entreprises américaines d'exiger du département du Commerce qu'il impose des mesures de protection sectorielles au cas où il serait démontré que la sous-évaluation d'une devise donne un avantage compétitif déloyal à une entreprise étrangère. Malgré un appui bipartisan, le projet de loi a peu de chance de se matérialiser. Le président de la Comité des voies et moyens, Dave Camp (R-MI), a mentionné que le projet de loi n'était pas prioritaire. De plus, l'Administration privilégie la voie diplomatique pour inciter la Chine à réformer sa politique cambiaire.

Sources : Sander Levin, «Bipartisan, Bicameral Group of Lawmakers Call for Action on China Currency Manipulation », *Communiqué de presse*, 10 février 2011, en ligne : House.gov

http://www.house.gov/apps/list/press/mi12_levin/PR21011.shtml ; « House-Passed Currency Bill Reintroduced in House, Senate », *Inside US Trade*, vol. 29, no 6, 11 février 2011

Commerce international

Le Brésil, coincé entre les États-Unis et la Chine ?

Le secrétaire au Trésor, Timothy Geitner, a profité d'une visite officielle à Brasilia, le 7 février dernier, pour entamer un rapprochement stratégique avec la première économie du cône sud. Les États-Unis cherchent des alliés à l'approche du sommet des ministres des Finances du G20, qui aura lieu le 18 et 19 février 2011 à Paris. Des débats acrimonieux sont à prévoir sur la nature des déséquilibres de l'économie mondiale et sur les moyens à privilégier afin de développer un modèle de croissance stable.

Deux consensus importants ont émergé de la rencontre et marquent un tournant dans les relations entre les États-Unis et le Brésil. Ils coïncident avec l'arrivée au pouvoir de Dilma Roussef à la tête du géant sud-américain. Premièrement, le Brésil s'opposera à la proposition française de contrôler la spéculation sur les matières premières agricoles. Cette proposition s'inscrit en réaction aux fortes hausses des prix des matières premières au lendemain de la crise, qui imposent un fardeau croissant aux pays importateurs. En tant que grands exportateurs de denrées, les États-Unis et le Brésil n'ont pas intérêt à voir leurs prix corrigés à la baisse. Deuxièmement, le Brésil a condamné les manipulations de change, acceptant ainsi de s'allier aux États-Unis dans leur croisade pour faire réévaluer le renminbi. Il devient ainsi le deuxième grand pays émergent à s'aligner sur la position américaine, après que l'Inde ait fait de même il y a quelques mois.



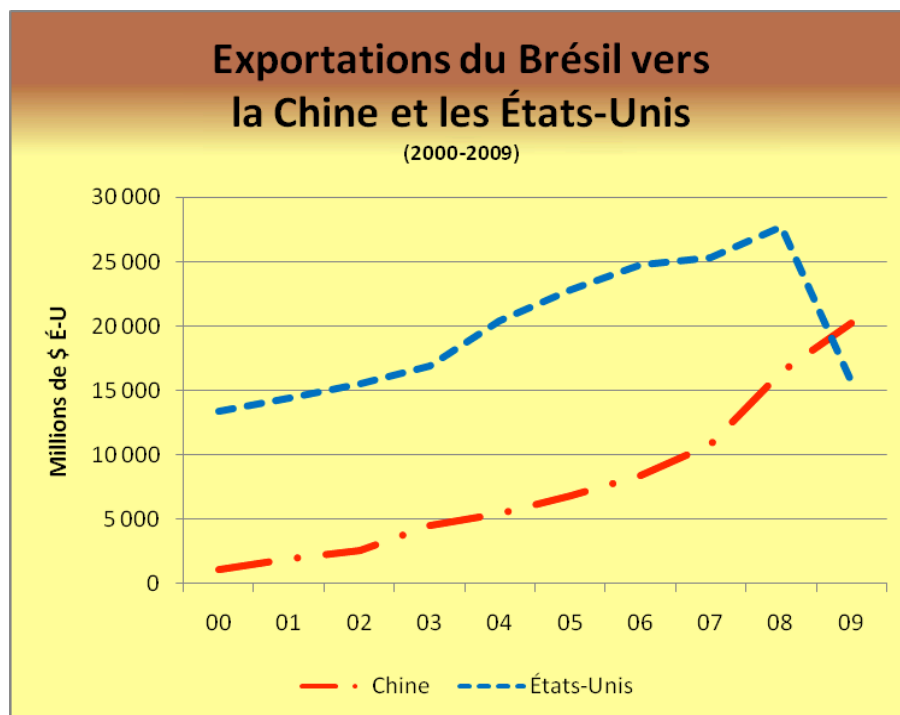
Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geitner, et la présidente du Brésil, Selma Roussef, lors de leur rencontre à Brasilia le 7 février 2011.

Cette prise de position vient mettre en doute l'idée préconçue selon laquelle il y aurait une convergence d'intérêts naturelle entre les BRIC. La compétitivité brésilienne semble mise à mal par la force des entreprises chinoises sur les marchés mondiaux. Le Brésil fait face à un déficit croissant de sa balance commerciale engendré principalement par la hausse fulgurante de sa monnaie, le real, dont la valeur a crû de 37 % depuis 2009, ce qui mine sa croissance. Trois facteurs principaux en sont la cause. Il est vrai que la disparité croissante entre les taux de change chinois et brésilien compromet la compétitivité des exportations de ce dernier. Cependant, cette hausse du taux de change est aussi due en grande partie aux flux de capitaux à court terme en provenance des États-Unis qui inondent le marché brésilien. Ces flux ont été attirés par les taux d'intérêt élevés maintenus par le Brésil afin de financer les dépenses de l'État qui cherchait à pallier la crise par des politiques interventionnistes. La combinaison de ses trois facteurs, l'écart croissant des taux de change, la disparité des taux d'intérêt et les finances publiques en déroute créent nécessairement un mélange explosif.

La prise de position brésilienne contre la Chine pourrait cependant s'avérer plus circonstancielle que définitive. La Chine est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial du Brésil, qui y dirige 13% de ses exportations, devant les États-Unis, dont la part dans les exportations brésiennes est en fort recul depuis dix ans. Le Brésil enregistre un surplus de près de 5 milliards de \$ É-U annuellement avec la Chine, qui est avide de ses matières premières. Dans ce contexte, il est probable que les pressions brésiennes soient très mesurées.

Exportations du Brésil (2000-2009)				
	2000	2003	2006	2009
Exportations totales (en millions de \$ É-U)	55 086	73 084	137 807	152 995
Exportations Chine (en millions de \$ É-U)	1 084	4 533	8 402	20 191
Exportations Chine (% total)	2,0%	6,2%	6,1%	13,2%
Exportations États-Unis (en millions de \$ É-U)	13 391	16 940	24 774	15 745
Exportations États-Unis (% total)	24,3%	23,2%	18,0%	10,3%

Source: OMC



Sources : Raymond Colitt et Ana Nicolaci da Costa, « Geithner Pledges to Work with Brazil on China », *Reuters*, 7 février 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/02/07/us-brazil-usa-geithner-idUSTRE7160ST20110207> ; « China "Not Too Worried" about India/Brazil's Criticism of Yuan Policy », *Mercopress*, 14 février 2011, en ligne : Mercopress <http://en.mercopress.com/2011/02/14/china-not-too-worried-about-india-brazil-s-criticism-of-yuan-policy> ; Wei Gu, « Le Brésil n'a pas grand-chose à gagner à voir le yuan s'apprécier », *Le Monde*, 11 février 2011 ; Liz Alderman, « Trade and Monetary Issues Top Agenda at G-20 », *New York Times*, 14 février 2011, en ligne : nytimes http://www.nytimes.com/2011/02/15/business/global/15group.html?_r=2&hpw



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 6, 15 février 2011

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Alister Bull et David Morgan, « Obama Tries to Woo Business, Slams "Burdensome" Tax », *Reuters*, 7 février 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/02/08/us-obama-business-taxes-idUSTRE7163YC20110208>

Caren Bohan, « Factbox: Obama Seeks to Mend Rift with U.S. Business », *Reuters*, 7 février 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/02/07/us-obama-business-idUSTRE7164G920110207>

ICTSD, « Mexican Proposal for Breaking Doha Deadlock Rejected by US », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 4, 10 février 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/100453/>

Sean Flynn, « USTR Considering Pharmaceutical Pricing Restrictions in TPP; Refuses to Follow May 10th Agreement on IP-Medicines Issues », *Infojustice*, 8 février 2011, en ligne : Infojustice <http://infojustice.org/archives/1110>

Shih Hsiu-chuan, « TIFA Talks Shelved over Beef Dispute », *Taipei Times*, 23 janvier 2011, en ligne : Taipei Times <http://www.taipetimes.com/News/front/archives/2011/01/23/2003494196>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278